COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La décision prise aujourd'hui par un tribunal tunisien de rejeter une plainte en diffamation contre le 18-year-old FEMEN activiste Amina Sboui est seulement une victoire partielle, a déclaré Amnesty International comme il a appelé à sa libération.

Amina a été arrêté le 19 mai après avoir écrit le mot "Femen" - le nom d'un réseau international d'activistes féministes célèbres pour organiser des manifestations seins nus - sur un mur de cimetière à Kairouan en Tunisie centrale. Tenu depuis lors, elle a été confrontée à une série de charges, y compris la diffamation, outrage à un fonctionnaire et profaner un cimetière.

"Emprisonner quelqu'un pour s'exprimer est par nature disproportionnée. Le fait que Amina a déjà passé deux mois en prison est un acte d'accusation de la situation de la libre expression en Tunisie", a déclaré Philip Luther, directeur du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord d'Amnesty International .

«Nous croyons que l'affaire contre lui constitue une attaque politiquement motivée sur son droit à la liberté d'expression et qu'elle devrait être libéré."

Deux semaines après son arrestation, le 30 mai, Amina a reçu une amende après avoir été reconnu coupable de possession d'une boîte de spray au poivre. Mais elle est restée en détention sur des accusations supplémentaires, y compris "profaner un cimetière", "appartenance à une organisation criminelle" et "atteinte à la moralité publique".

Deux de ces accusations ont été retirées plus tôt ce mois-ci, mais Amina toujours passible d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à deux ans si elle est reconnue coupable sur la charge restante de «profaner un cimetière". L'accusation a également cherché à rétablir les charges abandonnées, avec une cour d'appel doit se prononcer sur la question le 1er Août.

"Les autorités tunisiennes ont eu recours à des tactiques d'intimidation flagrante contre Amina.

Par son maintien en détention, ils cherchent à faire un exemple de son cas à dissuader les autres de s'exprimer ou de critiquer les autorités", a déclaré Philip Luther.

Le 10 Juillet, les avocats d'Amina a appris que de nouvelles accusations ont été portées contre lui - y compris la diffamation et «outrage à un fonctionnaire d'exercer ses fonctions", qui a également chuté aujourd'hui. Le ministère public peut interjeter appel de la décision.

Les nouvelles accusations ont surgi après quatre gardiens de prison ont affirmé Amina les insulté quand elle est intervenue au nom d'un autre détenu.

«Personne ne devrait être détenu pour avoir critiqué les fonctionnaires ou pour exprimer leurs points de vue, même si d'autres peuvent trouver leur offensive,« indécent »ou« nuisible à la moralité publique '", a déclaré Philip Luther.

Amina Sboui, qui est également connu comme Amina Tyler, tourné à la célébrité en Mars 2013, après qu'elle a posté une photo d'elle seins nus sur sa page Facebook.